



Discours de la présidente de la Confédération Viola Amherd

**À l'occasion de la 68^e session de la Commission de
la condition de la femme**

Discussion générale

**Seules les paroles
prononcées font foi
(5mn – 3224 signes)**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La Constitution suisse commence ainsi :
« La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres ».

Cette vision est aussi celle que nous avons portée, tous ensemble, avec les objectifs de développement durable et particulièrement avec le premier de ceux-ci, qui est l'élimination de la pauvreté.

Cet objectif demande des mesures concrètes et financements spécifiques de tous nos pays.

En Suisse, nous avons mis en place une Plateforme nationale contre la pauvreté de même qu'une Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes, avec comme axe central l'autonomie économique des femmes.

La Suisse défend le principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale. C'est pourquoi, les entreprises employant au moins 100

employés sont dans l'obligation de faire une analyse sur l'égalité salariale.

Pour les aider, notre gouvernement met à leur disposition l'outil web Logib. Celui-ci a été reconnu par l'ONU pour sa qualité, sa simplicité, sa gratuité ainsi que son accessibilité aux entreprises du monde entier.

Afin de favoriser la conciliation entre vie professionnelle et privée, le dispositif des congés rémunérés en faveur des parents a été beaucoup développé. Cela concerne des situations diverses : maternité, paternité, adoption ou enfant gravement malade.

Notre gouvernement a en outre lancé - en 2003 déjà - un programme qui a permis la création, à ce jour, de plus de 72'000 nouvelles places d'accueil extrafamilial pour les enfants.

En Suisse aussi, la violence domestique est un facteur de précarité, surtout pour les femmes.

Notre parlement a accordé 4.5 millions de francs suisses pour financer des campagnes de prévention durant les années 2025 à 2027.

Malgré les progrès mentionnés, les défis en Suisse restent importants. Les efforts doivent ainsi continuer.

La promotion des droits des femmes et leur autonomisation économique sont des priorités de la Suisse, y compris dans sa politique étrangère et sa coopération internationale.

Les femmes et les filles vivant dans la pauvreté sont particulièrement affectées par la violence de genre. La Suisse soutient des projets dans ce domaine. Par exemple, nous avons financé, aux Sud-Soudan, Népal et Bénin la création de centres pour victimes, qui peuvent recevoir une assistance médicale, juridique et psychosociale.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons besoin de la participation active de tous les États et de tous les secteurs.

En collaboration avec le secteur privé, la coopération internationale de la Suisse promeut des investissements adoptant une perspective de genre.

Nous ne le dirons jamais assez fort : l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas seulement un droit humain fondamental, c'est aussi la condition d'un monde pacifique, prospère et durable.

Nous ne le dirons jamais assez fort non plus, la Suisse condamne la violence sexuelle dans toutes les situations de conflits comme l'Afghanistan, Haïti, le Proche Orient, le Soudan ou l'Ukraine. Nous appelons à ce que les auteurs de ces atrocités ne restent pas impunis.

Il nous revient - à nous tous - de mettre en œuvre l'agenda femmes, paix et sécurité du Conseil de sécurité. Il est urgent de créer les

conditions, y compris économiques, pour que les femmes puissent contribuer de manière pleine, égale, significative et sûre aux processus de paix et à tous les niveaux de décision.

La Suisse a mis cet engagement au coeur de son mandat au sein du Conseil de sécurité.

Je vous remercie.

Mr Chairman,
Ladies and Gentlemen,

The Swiss Constitution begins as follows:

"The strength of a people is measured by the well-being of its weakest members".

This vision is also the one that we have embraced, all together, with the sustainable development goals, and particularly with the first of these, which is the eradication of poverty. This objective requires concrete measures and specific funding from all our countries.

In Switzerland, we have set up a national Platform against poverty and a Strategy for Equality between women and men, with women's economic autonomy at its core.

Switzerland defends the principle of equal pay for work of equal value. That's why companies

with at least 100 employees are obliged to carry out an equal pay analysis.

To help them do this, our government is providing them with the Logib web tool. This has been recognised by the UN for its quality, simplicity and free access to companies worldwide.

To help reconcile work and private life, paid leave for parents has been greatly developed. This covers a wide range of situations: maternity, paternity, adoption or a seriously ill child.

Back in 2003, our government also launched a programme that has so far created over 72,000 new childcare places outside the family.

In Switzerland too, domestic violence is a precarious factor, especially for women.

Our parliament has allocated CHF 4.5 million to fund prevention campaigns between 2025 and 2027.

Despite the progress mentioned, the challenges in Switzerland remain considerable. Efforts must therefore continue.

Promoting women's rights and their economic empowerment are priorities for Switzerland, including in its foreign policy and international cooperation.

Women and girls living in poverty are particularly affected by gender-based violence. Switzerland supports projects in this area. For example, in Southern Sudan, Nepal and Benin, we have financed the creation of centres for victims, who can receive medical, legal and psychosocial assistance.

Ladies and Gentlemen,

We need the active participation of all States and all sectors.

In collaboration with the private sector, Switzerland's international cooperation

promotes investments with a gender perspective.

We can never say it loud enough: equality between women and men is not only a fundamental human right, it is also the condition for a peaceful, prosperous and sustainable world.

We can never say it loud enough either: Switzerland condemns sexual violence in every conflict situation, such as in Afghanistan, Haiti, the Middle East, Sudan or Ukraine. We call for the perpetrators of these atrocities not to go unpunished.

It is up to us - all of us - to implement the Security Council's women, peace and security agenda. It is urgent to create the conditions, including the economic conditions, so that women can make a full, equal, significant and secure contribution to peace processes and to all levels of decision-making.

Switzerland has made this commitment a central part of its mandate within the Security Council.

Thank you very much.